

Sous la direction de
ALAIN CHENU
LAURENT LESNARD



LA FRANCE DANS LES COMPARAISONS INTERNATIONALES



Guide d'accès aux grandes enquêtes
statistiques en sciences sociales



SciencesPo.
Les Presses

Extrait de la publication

LA FRANCE
DANS LES
COMPARAISONS
INTERNATIONALES

LA FRANCE
DANS LES
COMPARAISONS
INTERNATIONALES

Guide d'accès aux grandes enquêtes
statistiques en sciences sociales

*Sous la direction d'Alain Chenu
et Laurent Lesnard*



Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)
La France dans les comparaisons internationales. Guide d'accès aux grandes enquêtes statistiques en sciences sociales / Alain Chenu et Laurent Lesnard (dir.) – Paris : Presses de Sciences Po, 2011.
– (Les Manuels).
ISBN : 978-2-7246-1218-9

RAMEAU :

- Sciences sociales : Recherche : Manuels d'enseignement supérieur
- Sciences sociales : Méthodologie : Manuels d'enseignement supérieur
- Sciences sociales : Méthode comparative : Manuels d'enseignement supérieur
- Enquêtes : Manuels d'enseignement supérieur

DEWEY :

- 300 : Sciences sociales

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).
Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3 rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2011. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

SOMMAIRE

INTRODUCTION

par Alain Chenu	9
L'intérêt des réseaux de diffusion d'enquêtes	9
Les obstacles au développement des comparaisons internationales	11
Le développement des théories, des méthodes et des institutions	13
Un manuel d'initiation aux enquêtes comparatives	15

PARTIE 1 – THÈMES DE RECHERCHE

> CHAPITRE 1

Les grandes enquêtes internationales des sciences sociales	
par Dominique Joye	21
L'observation du changement social	21
Les grandes enquêtes	24
L'accès aux données	29
Un bilan positif	29

> CHAPITRE 2

Comportement électoral et grandes enquêtes	
par Nonna Mayer et Nicolas Sauger	31
La postérité du modèle de Michigan	31
Les enquêtes électorales françaises	34
L'acculturation du modèle américain	37
La présence de la France dans les enquêtes électorales comparatives	40
Les enquêtes comparatives non électorales	42
Vers l'institutionnalisation d'enquêtes nationales électorales françaises ?	43

> CHAPITRE 3

Croyances religieuses et systèmes de valeurs	
par Pierre Bréchon	49
Les valeurs forment-elles système ?	49
Mesurer les valeurs religieuses et les autres domaines de valeurs	51
Les autres dispositifs d'analyses de l'évolution des valeurs et des sociétés	58
Produire des données... et les utiliser	64

> CHAPITRE 4	
Modes de vie et usages du temps	
par Laurent Lesnard et Anne Cornilleau	67
Temps de travail rémunéré : durée et répartition dans la journée et la semaine	69
Temps de travail non rémunéré et temps familial	76
Loisirs : inégalités de classe sociale et de genre	78
Apports et limites de la méthode du carnet d'activités	80
> CHAPITRE 5	
Les enquêtes sur les pratiques culturelles et les loisirs	
par Philippe Coulangeon	85
Les enquêtes françaises sur les pratiques culturelles	86
Les enquêtes étrangères	92
Problèmes méthodologiques	96
Le savant, le populaire et l'« omnivore »	97
> CHAPITRE 6	
Construction, inégalité et mobilité des statuts professionnels et sociaux	
par Louis-André Vallet	103
L'apport d'une observation longitudinale des parcours scolaires	104
Les enquêtes <i>Génération</i> : un concept original	108
Deux séries longues : <i>Emploiet Budget de famille</i>	111
Les enquêtes <i>FQP</i> et l'étude de la mobilité sociale	114
Un aperçu non exhaustif d'une information statistique riche	116
> CHAPITRE 7	
Observer et comprendre les évolutions démographiques	
par Aline Désesquelles et Olivier Thévenon	121
Moins d'enfants	122
Plus de personnes âgées	130
Des enquêtes nombreuses de plus en plus riches ?	135

PARTIE 2 – QUESTIONS MÉTHODOLOGIQUES

> CHAPITRE 8	
Échantillonnage et pondération	
par Dominique Joye	143
Population et échantillon	143
Des modèles d'échantillonnage	144
L'importance de l'analyse méthodologique	150
> CHAPITRE 9	
Comparaisons interculturelles et recherches comparatives internationales	
par Dominique Joye et Ekkehard Mochmann	153
Les effets de l'internationalisation	154

Perspectives pour la recherche internationale comparative en sciences sociales	154
Standardisation et harmonisation	155
Perspectives de développement	159

> CHAPITRE 10

L'analyse longitudinale. Données et méthodes par Mirna Safi	161
Définition d'une enquête longitudinale	161
Apports de l'analyse longitudinale : hétérogénéités individuelles et causalité	166
Les limites des données longitudinales : coûts de la collecte et difficultés du suivi	169
Pour un usage généralisé de l'enquête longitudinale en sciences sociales	171

> CHAPITRE 11

L'analyse secondaire de données et la documentation pour leur diffusion par Ekkehard Mochmann et Mary Vardigan	173
L'analyse secondaire : données anciennes, idées nouvelles	174
Les ressources de l'analyse secondaire pour l'enseignement	176
L'intérêt de la compilation de données	177
L'importance de la documentation des données	177
Pour une culture générale du partage des données	180

> CHAPITRE 12

La protection des données individuelles en France et la recherche en sciences sociales par Roxane Silberman	183
Définitions	185
Le cadre juridique français et son évolution	190
L'anonymisation en question et les solutions méthodologiques et techniques	198
Des citoyens vigilants, des procédures sécurisées et des accès plus faciles pour les chercheurs	202

TABLE DES DOCUMENTS	205
----------------------------	------------

LISTE DES SIGLES	207
-------------------------	------------

INDEX DES ENQUÊTES	213
---------------------------	------------

LISTE DES CONTRIBUTEURS	217
--------------------------------	------------

INTRODUCTION

Alain Chenu

Le développement des comparaisons internationales à partir des enquêtes par questionnaire, en plein essor depuis plus d'un demi-siècle, a fait l'objet de multiples publications en sciences sociales¹. En schématisant beaucoup, le bilan de cette méthode peut être résumé ainsi : la formule est puissante mais coûteuse ; seul le partage des données la rend accessible aux chercheurs ordinaires. D'où l'importance stratégique d'infrastructures de recherche d'un type nouveau, les centres d'archivage et de diffusion d'enquêtes, sortes de bibliothèques hautement spécialisées qui, en assurant la documentation, la sauvegarde et la diffusion des jeux de données, autorisent une mutualisation du coût des enquêtes de grande envergure.

De tels centres, organisés en réseaux, s'accordent sur des normes de description des enquêtes et sur des règles de mise à disposition des données. Ils développent une expertise en matière de méthodologie et, dans certains cas, réalisent eux-mêmes des enquêtes. Bien reconnus dans le paysage des institutions académiques des pays anglo-saxons et de l'Europe du Nord, leur rôle demeure sous-estimé en France dans la communauté des chercheurs en sciences sociales ; corrélativement, la France est sous-représentée parmi les pays pris en compte dans les comparaisons internationales. Ce livre propose une analyse des enjeux de la *comparative survey research* – qu'elle s'appuie sur des enquêtes portant sur un seul pays et faisant l'objet d'une harmonisation *a posteriori* en vue de comparaisons internationales ou sur des programmes directement conçus à l'échelle de plusieurs pays. Son ambition est de faciliter l'accès aux réseaux internationaux de diffusion des enquêtes par questionnaire.

I. L'INTÉRÊT DES RÉSEAUX DE DIFFUSION D'ENQUÊTES

Depuis une cinquantaine d'années, cinq grandes tendances ont renforcé l'intérêt du recours à de tels réseaux :

- 1) les enquêtes forment des séries temporelles de plus en plus longues. Celles sur le travail et l'emploi remontent, dans beaucoup de pays, aux années 1950. Au Japon, une *enquête sur l'étude du caractère national* est répétée tous les cinq ans depuis 1953 ;
- 2) les pays entrant dans des dispositifs comparatifs sont de plus en plus nombreux. Les programmes à visée de comparaison internationale se sont multipliés. Les premiers, soutenus par l'Unesco, datent maintenant de plus d'un demi-siècle (les données de l'*enquête sur les tensions entre nations*, réalisée en 1948 dans neuf pays sous la direction d'Otto Klineberg, sont malheureusement perdues [Rokkan *et al.*, 1969, p. 21]). Le Bureau international du travail (BIT) a œuvré à l'harmonisation internationale des

1. Parmi les jalons marquants, signalons Rokkan *et al.* [1969], Smelser [1976], Kohn [1987] et Harkness *et al.* [2003].

définitions du chômage et de l'activité qui sont employées dans les enquêtes sur les forces de travail. L'OCDE a développé des programmes internationaux d'évaluation du niveau des élèves, etc. ;

3) le spectre des thématiques abordées dans ces dispositifs s'est élargi. Des traditions de recherche se sont constituées ou fortement enrichies autour de programmes de comparaison internationale portant sur les attitudes politiques (traditions illustrées par des chercheurs tels qu'Otto Klineberg, Stein Rokkan, Gabriel A. Almond ou Sidney Verba), les valeurs (Jean Stoetzel, Ronald Inglehart), la mobilité sociale (David Glass, John Goldthorpe), les emplois du temps (Alexander Szalai), les systèmes de protection sociale (Gøsta Esping-Andersen), la protection de l'environnement, etc. ;

4) les capacités informatiques de stockage, de diffusion et de traitement se sont démultipliées. Les méthodes d'analyse statistique deviennent à la fois plus sophistiquées et plus accessibles grâce à la généralisation de l'usage des micro-ordinateurs et au développement de logiciels dont beaucoup sont gratuits et mondialement accessibles sur internet. Le développement des méthodes de régression multi-niveaux obvie à l'une des critiques classiquement adressées aux enquêtes d'opinion, celle selon laquelle l'individu serait détaché de son contexte ;

5) dans le champ des sciences sociales après celui des sciences dures, la publication de résultats de recherche n'est dorénavant considérée comme convaincante que si les auteurs sont prêts à ouvrir la boîte noire de leur laboratoire : ils doivent documenter clairement leurs données et en permettre l'accès à des équipes concurrentes. Tirant les conséquences de cette obligation émergente, le politiste Gary King [2007] a proposé qu'un identifiant pérenne soit associé à chaque jeu de données sollicité dans l'argumentaire d'une publication scientifique, répondant à une standardisation internationalement reconnue, et que l'accès à ces données soit lui-même garanti dans la durée. Ces différentes tendances ont accru l'utilité des centres et des réseaux d'archivage et de diffusion de données pour les sciences sociales : certains ont une vocation généraliste – l'Inter-University Consortium for Political and Social Research (ICPSR), le plus grand centre au monde avec environ 120 salariés, basé à l'Université du Michigan, ou le réseau européen du Council of European Social Science Data Archives (CESSDA) –, d'autres, tel le Luxembourg Income Study (LIS) dont l'activité est centrée sur l'étude comparative des inégalités de revenu, sont plus étroitement spécialisés². Tous sont devenus pour les sociologues, les politistes, les économistes, les géographes, les démographes ou les historiens des infrastructures de recherche incontournables, l'équivalent des accélérateurs de particules pour les physiciens ou des observatoires pour les astronomes. Leur rôle est de transformer en patrimoine collectif les moyens de travail coûteux que sont les grandes enquêtes et dispositifs statistiques. Ils tendent à intervenir tout au long de la chaîne allant de la conception à l'archivage pérenne des enquêtes en passant par leur réalisation et leur analyse (les versions les plus récentes des normes internationales de documentation telles que la *Data Documentation Initiative* [DDI]

2. Le primat de l'ancienneté revient au Roper Center. Le directeur de l'institut de sondage Elmo Roper a créé en 1947, avec le soutien de George Gallup, le Roper Center for Public Opinion Research, premier centre au monde qui se soit spécialisé et ait mis à la disposition des chercheurs, depuis l'Université du Connecticut, des milliers de jeux de données dont la primeur avait d'abord été réservée à des firmes privées.

incluent des systèmes de suivi des enquêtes de A à Z). Au-delà des cercles de spécialistes, ils contribuent, pour les citoyens, à une meilleure connaissance du monde contemporain, grâce notamment à l'accès en ligne de spectres toujours plus étendus de données et de moyens d'analyse.

II. LES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT DES COMPARAISONS INTERNATIONALES

Au total, les conditions d'un développement cumulatif des connaissances sont de mieux en mieux réunies. Il reste cependant trois obstacles difficiles à surmonter :

1) La construction sociale et historique de chaque pays est singulière. Notre perception du monde social est ancrée dans un paysage institutionnel et cognitif déterminé : les différences entre le statut de fonctionnaire et les autres formes de salariat sont plus marquées en France que dans la plupart des autres pays ; le système dual allemand d'apprentissage en alternance n'a guère d'équivalent dans d'autres pays, de sorte que l'âge de fin d'études n'a pas le même sens dans ce pays et ailleurs ; la comparaison des niveaux de revenus bute sur le fait que dans certains pays l'impôt est surtout prélevé à la source, tandis que dans d'autres il l'est en grande partie *a posteriori* ; le *hukou*, sorte de passeport intérieur, élément de clivage social si important en Chine, ne se retrouve nulle part ailleurs, etc. La liste d'exemples pourrait être indéfiniment prolongée.

La mise en œuvre de nomenclatures communes à plusieurs pays implique soit de reléguer au second plan – du moins temporairement – ces spécificités nationales, soit d'encombrer les classifications de distinguos qui ne concernent qu'une faible partie de la population étudiée. Les difficultés de leur adoption dans le cadre des programmes internationaux d'enquêtes comme celles de la traduction des questionnaires révèlent l'importance du cadre national dans la construction de nos catégories de pensée. Même au sein d'une communauté linguistique, l'intercompréhension est entravée par la diversité des institutions et des usages : les Québécois ne savent pas nécessairement quelles professions relèvent de la catégorie socioprofessionnelle française des « cadres », de même que beaucoup de Français ne savent pas ce qu'est une débarbouillette.

Les comparaisons portant sur un grand nombre de pays impliquent une approche stratosphérique qui laisse nécessairement échapper beaucoup de détails du territoire observé. Les comparaisons portant sur un nombre de pays limité sont probablement les plus fécondes, parce qu'elles autorisent un réglage optimal entre proximité et distance, entre familiarité avec les idiosyncrasies des cultures nationales et maîtrise bien fondée de principes théoriques d'analyse du monde social dont la validité ne pourra être attestée que grâce au jeu sur les contrastes entre les différents terrains étudiés.

2) Le développement des comparaisons bute en outre sur l'hétérogénéité des traditions méthodologiques des différents pays. La France se singularise par un recours toujours fréquent, en dehors des enquêtes de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) qui n'ont jamais reposé sur cette formule, à l'échantillonnage par quotas : l'enquêteur est libre du choix du répondant pourvu que celui-ci satisfasse

certaines critères d'âge, de sexe, de profession, etc. Une telle procédure implique des biais de sélection incontrôlables, liés aux caractéristiques croisées des sujets abordés et des caractéristiques des enquêteurs et des répondants. Ailleurs, la méthode de l'échantillonnage aléatoire est massivement dominante. La participation française à des programmes d'enquêtes internationaux, tels que l'*European Social Survey* (ESS) ou, depuis 2008, l'*European Values Survey* (EVS), implique une construction d'échantillons aléatoires qui s'avère très coûteuse dans un contexte national où aucune base de sondage de bonne qualité ne peut être mise à la disposition des promoteurs de l'enquête. Si hors de France les spécialistes de la méthodologie d'enquête considèrent assez unanimement que le recours aux quotas est définitivement disqualifié, beaucoup de chercheurs français estiment que les échantillons aléatoires procurent à grands frais des résultats dont la fiabilité, compte tenu notamment de la faiblesse des taux de réponse, est très médiocre.

Par ailleurs, la concurrence entre différents canaux de communication entre enquêteurs et enquêtés – face-à-face, envoi et retour postal ou dépôt-retrait de questionnaires sur papier, téléphone, internet – est vive et se présente dans des conditions très différentes d'un pays à un autre, tout comme l'encadrement légal du démarchage auprès des enquêtés et de la protection éventuelle de l'anonymat de leurs réponses. L'accès à des procédures automatiques de codage des réponses à des questions ouvertes est aussi très inégalement distribué. Le recours à la formule de l'enquête multimodale (*mixed mode survey*) est de plus en plus fréquent, en particulier dans le cas de panels où les mêmes personnes sont réinterrogées à plusieurs reprises : dans le *Current Population Survey* états-unien ou l'enquête *Emploi* française, une interrogation principale, assistée par ordinateur, s'effectue en face-à-face (*Computer Assisted Personal Interviewing*, CAPI), les suivantes, moins coûteuses, se font par téléphone (*Computer Assisted Telephone Interviewing*, CATI). À mesure que s'accroît la part des personnes familières de l'utilisation d'internet, le recours à ce mode, particulièrement économique, s'étend. Les enquêtes multimodales mettent les répondants à l'aise en leur permettant de choisir leur mode d'expression préféré, et éventuellement de répondre à un moment à leur convenance.

3) D'autres difficultés, inhérentes à la formule même de l'enquête par questionnaire mais particulièrement marquées dans le cas des programmes internationaux d'enquêtes, tiennent à la dépendance à l'égard des commanditaires. Elles ont notamment été relevées par Charles Wright Mills dans *L'Imagination sociologique* (1959) : le sociologue ou le politiste devraient être libres de critiquer les institutions détentrices du pouvoir politique et économique. La recherche par questionnaire, la plus coûteuse, est aussi, par voie de conséquence, la plus exposée à la « compromission commerciale et bureaucratique » [Mills, 1967, p. 70], puisqu'elle conduit la plupart des chercheurs à s'abstenir de critiquer leurs bailleurs de fonds. Mills estime qu'elle associe trop souvent sophistication méthodologique et indigence théorique, la virtuosité technique facilitant l'évitement d'une réflexion sur la nature même des questions à traiter. Cette thèse a été à son tour critiquée, notamment par John Goldthorpe [2000] : l'autonomie des méthodes par rapport aux théories est plus forte que ne le prétendait Mills, la sophistication méthodologique n'est pas nécessairement le cache-misère du renoncement théorique.

III. LE DÉVELOPPEMENT DES THÉORIES, DES MÉTHODES ET DES INSTITUTIONS

En dépit de ces obstacles, les enquêtes par questionnaire se sont multipliées et ont contribué à l'avancement des savoirs produits par les sciences sociales. Les développements de formules nouvelles d'observation et d'analyse, jouant sur une diversité croissante et de mieux en mieux maîtrisée des échelles spatiales et temporelles, ont permis un renouvellement des perspectives théoriques. Les débats sur le post-matérialisme s'appuient simultanément sur le développement de la théorie des valeurs et sur les enquêtes européennes (*European Values Survey*) et mondiales (*World Values Survey*) sur les valeurs [Inglehart, 1993 ; *Revue française de sociologie*, 2006]. Les thèses sur la diminution de la viscosité sociale intergénérationnelle engagent à la fois de nouveaux concepts (par exemple celui de « fluidité ») et des séries d'enquêtes portant sur des échantillons dont la taille autorise la mesure de petites variations dans l'association statistique entre origines et destinées sociales [Hout, 1988 ; Vallet, 1999]. L'émergence du thème de l'« omnivore » culturel présuppose l'existence de séries d'enquêtes sur les pratiques culturelles [Coulangeon, 2011]. Les mêmes séries d'enquêtes, même si elles ont été produites dans la perspective d'étayer un argumentaire en faveur de telle ou telle thèse préconçue, peuvent venir alimenter une critique de la thèse en question.

En France, les interdépendances entre les développements théoriques des sciences sociales et la pratique des enquêtes par questionnaire ont pris des formes très spécifiques. L'Insee (l'une des directions du ministère des Finances) a couvert un terrain qui dans d'autres pays était occupé par le monde académique. Ainsi, au début des années 1950, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), sous la plume d'Alain Touraine, a décliné la proposition faite par David Glass de participer au programme international d'enquêtes sur la mobilité sociale que soutenait l'Unesco, mais c'est l'Insee qui a réalisé en 1953 dans le cadre de l'enquête *Emploi* la première observation à grande échelle sur la mobilité sociale en France [Merllié, 1994, p. 156]. De même, au début des années 1960, le CNRS, sous la plume cette fois de Pierre Naville, a décliné la proposition faite par Alexander Szalai de participer au programme international d'enquêtes sur les emplois du temps également soutenu par l'Unesco *via* le Conseil international des sciences sociales localisé à Vienne, et c'est l'Insee qui a assuré en 1966 la réalisation de la participation française à ce programme [Chenu et Lesnard, 2006]. Beaucoup de chercheurs de l'université ou du CNRS se démarquaient alors d'une pratique des enquêtes par questionnaire assimilée aux sciences sociales états-uniennes et supposée au service des puissances d'argent. En tant qu'institution statistique française, l'Insee n'avait pas vocation à pousser très loin les comparaisons internationales auxquelles il apportait pourtant d'importantes contributions, de par la taille et la qualité des enquêtes réalisées. Du côté des instituts de sondage, le recours quasi exclusif à la méthode des quotas et la dépendance à l'égard de bailleurs de fonds commerciaux limitaient fortement les débouchés en termes de publications scientifiques.

Au bout du compte, les archives françaises de jeux de données d'enquêtes pour les sciences sociales se sont développées tardivement, par comparaison avec des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Norvège. Elles se sont organisées à partir de trois pôles, spécialisés respectivement dans les enquêtes et les recensements de l'Insee, et plus largement dans les données issues de la statistique publique, dans les enquêtes socio-politiques et les résultats électoraux, et enfin dans les enquêtes démographiques.

Le Centre d'études sociologiques (CES), dirigé par Raymond Boudon, s'est doté, à la fin des années 1960, d'un département d'analyse secondaire des données, animé par Jacqueline Frisch-Gauthier, qui a ouvert aux chercheurs l'accès à des enquêtes de l'Insee, et en premier lieu à l'*Enquête sur la formation et la qualification professionnelle* de 1964. Du CES sont issus en 1986 le Laboratoire d'analyse secondaire et de méthodes appliquées à la sociologie (LASMAS), puis en 2004 le Centre Maurice-Halbwachs (CMH), qui ont poursuivi l'enrichissement du catalogue et la diffusion des enquêtes issues de la statistique publique française. Une équipe du CMH, les Archives de données issues de la statistique publique (ADISP), est spécialement chargée de cette mission. La Banque des données socio-politiques (BDSP) a été créée en 1981 à Grenoble par Frédéric Bon (1943-1987), chercheur en science politique prématurément disparu. Elle a été rapidement intégrée dans le CESSDA, un réseau européen qui s'était constitué en 1976. Le Centre d'informatisation des données socio-politiques (CIDSP), qui assurait la gestion et l'enrichissement de cette banque de données, ayant cessé ses activités, les archives de la BDSP ont été transférées de Grenoble à Paris où leur diffusion est assurée depuis 2005 par le Centre de données socio-politiques (CDSP), unité mixte de service de Sciences Po et du CNRS. Le CDSP élargit le spectre de ses activités en documentant des enquêtes qualitatives, suivant l'exemple des archives britanniques qui ont intégré à leur catalogue les données de Qualidata³, et en impulsant la constitution d'un « équipement d'excellence », DIME-SHS (Données, infrastructures et méthodes d'enquête en sciences humaines et sociales), institué de 2011 à 2020 par le ministère français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, associant de nombreux spécialistes compétents en matière de collecte, d'enrichissement et de diffusion de données utilisables par la recherche en sciences humaines et sociales⁴.

Le service des enquêtes de l'Institut national d'études démographiques (Ined, créé en 1945) a assuré précocement un bon nombre d'enquêtes marquantes, dont la diffusion au-delà du cercle des chercheurs de l'institut a été rendue possible au cours des années 1980-1990.

Aux États-Unis, la National Science Foundation (NSF) avait très tôt soutenu le développement des centres universitaires d'archives et notamment la constitution de l'ICPSR ; en Grande-Bretagne, l'Economic and Social Research Council (ESRC) a

3. On ne traite pas ici des enquêtes qualitatives : pour un bilan de leurs avancées récentes, on pourra se reporter à Rihoux [2006]. On n'aborde pas non plus les travaux fondés sur la seule prise en compte d'indicateurs macro-sociologiques ou macro-économiques : pour une critique de ces approches, cf. Kittel [2006].

4. DIME-SHS associe le CDSP, le Médialab de Sciences Po, le Groupe des Écoles nationales d'économie et de statistique, l'Ined, l'Université Paris-5, Telecom-ParisTech, EDF Recherche et développement, et le groupe d'intérêt scientifique Quetelet.

financé le Data Archive ; en Allemagne, la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) a fait de même avec le Zentralarchiv de Cologne. Pendant ce temps, la France tardait à se doter d'une politique de soutien aux infrastructures de données pour les sciences sociales. La publication en 1999 du rapport de Roxane Silberman, *Les Sciences sociales et leurs données* (ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie) a marqué un tournant. Elle a débouché en 2001 sur la création du Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales (CCDSHS) qui coordonne les actions des producteurs et des utilisateurs de données d'enquêtes, et sur la création d'une unité de service du CNRS, le centre Quetelet, qui fédérait dans une unité commune d'archivage et de diffusion d'enquêtes les activités du LASMAS, du CIDSP et de l'Ined. Ce centre, ayant connu des difficultés de fonctionnement, a été transformé en 2005 en un réseau coordonné de manière plus souple, le Réseau Quetelet, qui s'est élargi à des plates-formes universitaires de diffusion de données, localisées en province, à Lille puis à Lyon. Depuis cette date, différentes formules de financement de programmes de réalisation et de diffusion d'enquêtes pour les sciences sociales se sont succédé. L'Agence nationale de la recherche (ANR) a financé la participation française à des programmes internationaux d'enquêtes (*European Values Survey*, *Comparative Study of Electoral Systems*). Le ministère en charge de la Recherche a inscrit à sa feuille de route, en 2008, de « très grandes infrastructures » telles que « Production et gestion de données en sciences humaines et sociales » (PROGEDO). En 2011, il a organisé le financement d'« équipements d'excellence » tels que DIME-SHS et le Centre d'accès sécurisé distant aux données (CASD). Les moyens ainsi mobilisés vont croissants, mais ne s'inscrivent pas dans un paysage institutionnel stabilisé.

IV. UN MANUEL D'INITIATION AUX ENQUÊTES COMPARATIVES

Ce livre se veut une invitation au voyage dans l'univers des enquêtes comparatives, et une initiation à une pratique moderne des sciences sociales fondée sur la mise en commun de dispositifs d'observation de qualité et à grande échelle. Il s'organise en deux parties : la première, centrée sur les résultats de la recherche comparative, propose un aperçu des travaux et des thématiques dont le développement a été rendu possible par les grandes enquêtes internationales ; la seconde aborde les questions de méthode et d'organisation.

Le premier chapitre passe en revue les programmes majeurs d'enquêtes internationales comparatives les plus généralistes : l'*European Values Survey* (EVS), la *World Values Survey* (WVS), l'*International Social Survey Programme* (ISSP), les *Eurobaromètres*, l'*European Social Survey* (ESS). Son auteur, Dominique Joye, a dirigé le Service suisse d'information et d'archivage de données pour les sciences sociales (SIDOS) à Neuchâtel de 1999 à 2006, et a participé à un grand nombre de programmes européens d'enquêtes socio-démographiques et socio-politiques ; il est actuellement le directeur de l'Institut des sciences sociales de l'Université de Lausanne.

Les chapitres suivants décrivent les sources permettant de situer la France dans les comparaisons internationales, ainsi que les résultats majeurs auxquels ces comparaisons ont pu donner lieu, en parcourant six grands domaines thématiques : Nonna Mayer et Nicolas Sauger, chercheurs au Centre d'études européennes de Sciences Po (Paris), traitent des travaux portant sur les comportements et les attitudes politiques ; Pierre Bréchon, professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble et président de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL), aborde le registre des pratiques et croyances religieuses ; Laurent Lesnard, directeur du Centre de données socio-politiques (CDSP, Sciences Po et CNRS) et Anne Cornilleau (membre du CDSP) présentent les enquêtes sur les modes de vie ; Philippe Coulangeon, directeur de recherche à l'Observatoire sociologique du changement (OSC, Sciences Po et CNRS), décrit les enquêtes sur les pratiques culturelles et les loisirs ; Louis-André Vallet, directeur de recherche au Laboratoire de sociologie quantitative (Centre de recherche en économie et statistique, Paris) caractérise les sources permettant d'étudier les transitions formation-emploi, les carrières professionnelles et la mobilité sociale intergénérationnelle ; enfin, Aline Désesquelles et Olivier Thévenon, chercheurs à l'Ined, effectuent un inventaire des principales sources disponibles en France pour l'étude des évolutions démographiques.

La seconde partie s'ouvre sur un chapitre de Dominique Joye sur les méthodes d'échantillonnage et de pondération. Le chapitre suivant, de Dominique Joye et Ekkehard Mochmann, qui a dirigé le Zentralarchiv de l'Université de Cologne et présidé le Council of European Social Science Data Archives (CESSDA), porte sur les problèmes de méthode que pose la recherche comparative internationale. Mirna Safi, chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement (OSC, Sciences Po et CNRS), traite des méthodes de l'analyse longitudinale. Les deux derniers chapitres concernent l'organisation de l'archivage et de la diffusion des données d'enquêtes. Ekkehard Mochmann et Mary Vardigan, membre de l'Inter-University Consortium for Political and Social Research (ICPSR) et de l'Alliance for the Data Documentation Initiative (DDI), caractérisent l'analyse secondaire des données et soulignent l'importance du travail de documentation pour le partage des données. Enfin, Roxane Silberman, secrétaire générale du Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales (CCDSHS), décrit les règles de protection des données individuelles et leurs évolutions.

BIBLIOGRAPHIE

CHENU (Alain) et LESNARD (Laurent), « Time Use Surveys : A Review of their Aims, Methods », *Archives européennes de sociologie*, 47 (3), 2006, p. 335-359.

COULANGEON (Philippe), *Les Métamorphoses de la distinction*, Paris, Grasset, 2011.

GOLDTHORPE (John), *On Sociology : Numbers, Narratives, and the Integration of Research and Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

HARKNESS (Janet A.), VAN DE VIJVER (Fons J. R.) et Mohler (Peter P.), *Cross-Cultural Survey Methods*, Hoboken (N. J.), John Wiley and Sons, 2003.

- HOUT (Michael), « More Universalism, less Structural Mobility : The American Occupational Structure in the 1980s », *American Journal of Sociology*, 93 (6), 1988, p. 1358-1400.
- INGLEHART (Ronald), *La Transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993 [1990].
- KING (Gary), « An Introduction to the Dataverse Network as an Infrastructure for Data Sharing », *Sociological Methods and Research*, 36 (2), 2007, p. 173-199.
- KITTEL (Bernhardt), « A Crazy Methodology ? On the Limits of Macro-Quantitative Social Science Research », *International Sociology*, 21 (5), septembre 2006, p. 647-678.
- KOHN (Melvin L.), « Cross-National Research as an Analytic Strategy. American Sociological Association, 1987, Presidential Address », *American Sociological Review*, 52 (6), 1987, p. 713-731.
- MERLLIÉ (Dominique), *Les Enquêtes de mobilité sociale*, Paris, PUF, 1994.
- MILLS (Charles Wright), *L'Imagination sociologique*, Paris, Maspero, 1967 [1959].
- Revue française de sociologie*, « Sociologie des valeurs : théories et mesures appliquées au cas européen », numéro spécial, 47 (4), 2006.
- RIHOUX (Benoît), « Qualitative Comparative Analysis (QCA) and Related Systematic Comparative Methods : Recent Advances and Remaining Challenges for Social Science Research », *International Sociology*, 21 (5), septembre 2006, p. 679-706.
- ROKKAN (Stein), VIET (Jean), VERBA (Sidney) et ALMASY (Elina), *Comparative Survey Analysis*, La Haye, Paris, Mouton, 1969.
- SMELSER (Neil J.), *Comparative Methods in the Social Sciences*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice Hall, 1976.
- VALLET (Louis-André), « Quarante années de mobilité sociale en France. L'évolution de la fluidité sociale à la lumière de modèles récents », *Revue française de sociologie*, 40 (1), 1999, p. 5-64.



PREMIÈRE
PARTIE

THÈMES **DE RECHERCHE**

CHAPITRE 1

LES GRANDES ENQUÊTES INTERNATIONALES DES SCIENCES SOCIALES

Dominique Joye

Présenter les grandes enquêtes internationales, initiées ou utilisées principalement par les sciences sociales, est simple dans la mesure où ces projets de recherches sont finalement relativement peu nombreux et peuvent donc être énumérés. Mais ce n'est sans doute pas ce critère de rareté qui fait leur intérêt mais plutôt leur place particulière dans la description du changement social, pris dans ses aspects subjectifs comme objectifs.

Dans ce chapitre, il s'agira d'abord de revenir sur certains éléments qui les caractérisent, avant d'en présenter plus en détail le contenu, l'histoire et d'expliquer l'incontestable succès des grandes enquêtes internationales des sciences sociales. Dans cette présentation, nous garderons un point de vue très « européen », même si, durant la trentaine d'années qui a vu le développement de ces projets, une extension géographique incontestable s'est développée¹.

I. L'OBSERVATION DU CHANGEMENT SOCIAL

Les enquêtes décrites ici se veulent périodiques et internationales. Elles se destinent dès lors à une tâche de mesure des différences, des évolutions ou des constantes dans le temps et/ou dans l'espace.

Le temps et l'observation des composantes du changement social

Suivre le changement social, tâche dans laquelle les grandes enquêtes ont leur rôle à jouer, exige l'observation des stabilités et des changements de divers indicateurs dans le temps. Quelles doivent être les caractéristiques de ces indicateurs ?

1. On peut noter dans ce sens la création des *Asian Barometers* (<http://www.asianbarometer.org>) ou des *Latin Barometers* (<http://www.latinobarometro.org>) comme dispositifs d'observation, mais aussi le développement de l'ISSP au niveau mondial dont nous reparlerons plus loin.

- Du point de vue du contenu, ils se situent à la croisée entre indicateurs « objectifs » et « subjectifs ». En effet, on peut imaginer des situations où les individus sont, ou se disent, « satisfaits », alors même que les conditions objectives sont mauvaises et *vice versa*. En d'autres termes, les éléments observés, pour être significatifs, doivent aussi prendre en compte les représentations et appréciations des répondants eux-mêmes.
- Dans le même ordre d'idée, et cela ressort de la comparaison des approches retenues entre pays, on s'aperçoit d'une tension entre la mesure d'un « bonheur individuel », qui suppose que c'est l'individu qui est d'abord responsable de son destin, et la mesure des prestations fournies par la société comme conditions de base à ce que d'aucuns, à la suite de Thomas Humpfrey Marshall [1970], appellent la citoyenneté sociale. Si l'on suit cette logique, l'analyse doit alors autant se fonder sur des données individuelles que sur des données agrégées.

Il en découle que l'observation du changement social se situe le plus souvent à la croisée entre la statistique officielle et la recherche universitaire. En effet, la première, pour des raisons institutionnelles notamment, a approfondi l'observation des données « objectives », en particulier dans le domaine économique, tandis que la recherche universitaire en sciences sociales a davantage investigué les valeurs et représentations qui sous-tendent les opinions exprimées, parfois considérées comme données « subjectives ». Il ne s'agit cependant pas d'opposer trop strictement des indicateurs « subjectifs » et « objectifs » : ces concepts restent largement ambigus dans la mesure où une part d'interprétation est toujours présente quand un individu décrit ses conditions de vie et, à l'inverse, évoquer ses opinions n'est pas nécessairement dénué de toute objectivité.

Il ne s'agit pas non plus de se lancer dans une polémique sur l'utilité respective des données individuelles, plus souvent utilisées dans les enquêtes universitaires, ou agrégées, présentée dans les « annuaires statistiques » et autres publications officielles, dans la mesure où les deux approches sont nécessaires et complémentaires : définir les conditions cadres est aussi indispensable que rendre compte de la manière dont les individus se les approprient pour définir leur possibilité d'action.

L'accent mis par les différents partenaires lors de la récolte d'information amène donc à une spécialisation *de facto* :

- pour les sciences sociales, des données d'attitude et d'opinion ;
- pour les instituts nationaux de statistique, la recherche de données décrivant au mieux les conditions de vie et l'état de l'économie².

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la place spécifique des grandes enquêtes internationales des sciences sociales.

2. Cela entraîne d'ailleurs une série d'*habitus* de la part des répondants : une enquête sur le comportement électoral sera probablement mieux comprise et admise si elle émane d'un institut universitaire que d'un institut de sondage. À l'inverse, la légitimité d'une enquête officielle sur la force de travail tend probablement à augmenter les taux de réponse.

L'espace ou les vertus du comparatif

L'aspect international est aujourd'hui de plus en plus important dans les sciences sociales. On pourrait expliquer cette tendance par le développement d'une mobilité géographique qui relativise les frontières institutionnelles et, en corollaire, développe une argumentation en termes de globalisation et de « métropolisation » comme équivalent d'une nécessaire modernité. Sans reprendre ces grands thèmes, qui méritent d'ailleurs un examen attentif à partir des données [Kaufmann, Bergman et Joye, 2004], il faut souligner les buts et les vertus de l'analyse comparative internationale dans le cas qui nous intéresse.

Par exemple, dans le cas helvétique, le but poursuivi par le programme de recherche *Demain la Suisse* à la fin des années 1990³ en impliquant ce pays dans des actions comme l'*International Social Survey Programme* (ISSP) ou les *Eurobaromètres* était double : rendre la Suisse plus visible dans le contexte international et contribuer au développement de la recherche en Suisse en la situant dans des réseaux internationaux. Pendant plusieurs années, la Suisse avait été *de facto* négligée par la recherche internationale en sciences sociales, car peu d'enquêtes y étaient réalisées. En outre, c'était le fait d'équipes isolées et l'adoption d'une archive de données comme moyen d'échanges et d'information étant relativement récent, l'accès aux données internationales pour les Suisses ainsi que l'accès pour les chercheurs étrangers aux données suisses étaient limités. Un tel mécanisme a sans doute pu être observé également dans d'autres pays.

La participation aux enquêtes internationales ne signifie pas seulement un échange de données, mais implique aussi le partage d'une culture de travail, la possibilité de travailler en réseau. Si l'on regarde l'évolution de la recherche européenne et la manière dont le septième programme cadre se construit, la quête d'outils d'infrastructure et la mise en réseau de la recherche constituent une priorité politique de plus en plus claire.

« Le programme cadre de recherche de l'Union européenne (UE) cofinance des projets de recherche et de développement technologique, menés en partenariat avec les établissements des États éligibles au programme. Il vise à renforcer et structurer l'Espace européen de la recherche (EER), équivalent d'un "marché commun" de la recherche » (<http://www.touteurope.fr>).

La culture des enquêtes des sciences sociales

Nous l'avons vu, une partie du monde académique attache une grande importance aux données d'opinions, de représentations et de valeurs comme éléments constitutifs des systèmes sociaux. Cet accent particulier implique des acteurs et donc une culture spécifiques. C'est probablement en développant une réflexion sur les utilisateurs des enquêtes des sciences sociales que l'on parviendra à mieux en comprendre les conditions de production :

- le critère d'excellence dans le monde scientifique est la publication et donc la reconnaissance par les pairs. L'intérêt se porte avant tout sur des articles d'analyses et d'explication et moins sur l'estimation de la valeur précise d'un indicateur. Dans le

3. Même si le site <http://www.sppzukunfts Schweiz.ch> n'est plus tenu à jour depuis la fin du programme en 2004, les documents détaillant ce programme et ses buts y sont toujours disponibles.